



Groupe de Travail Relations aux comptables n° 4

Réseau Interministériel de Modernisation de la fonction RH

15 novembre 2017



Centre Interministériel de **S**ervices **I**nformatiques
relatifs aux **R**essources **H**umaines

Introduction

CONTEXTE ET OBJECTIFS

- Trois groupes de travail (GT) dédiés aux relations aux comptables ont déjà été organisés entre juin 2015 et juin 2016. Ils ont permis :
 - ✓ **d'identifier les pistes d'optimisation des pratiques** pour les ministères confrontés à plusieurs problématiques : difficultés sur des processus de gestion particuliers, divergences de pratiques entre gestionnaires et SLR, complexité de l'exploitation des données de paye
 - ✓ de diffuser **des fiches de gestion RH** (congrés maladie des titulaires, non-titulaire, ouvriers d'Etat et apprentis, acomptes, décès)
 - ✓ de **présenter le guide des pièces justificatives** (PJ) de la paye et de proposer un accompagnement du CISIRH et de la DGFIP pour sa **diffusion et son appropriation par les gestionnaires et les SLR**
- Dans la continuité des travaux déjà conduits, le présent GT vise à **améliorer la qualité comptable des opérations** de paye et à **faciliter les échanges** entre gestionnaires et SLR

Ainsi, il s'articulera autour de deux axes :

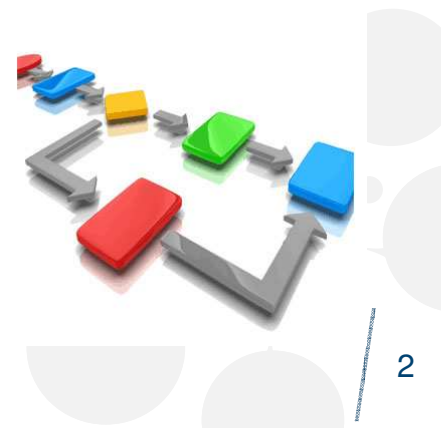
L'amélioration de la qualité des pièces justificatives

A cette fin, des **modèles d'états liquidatifs** seront proposés

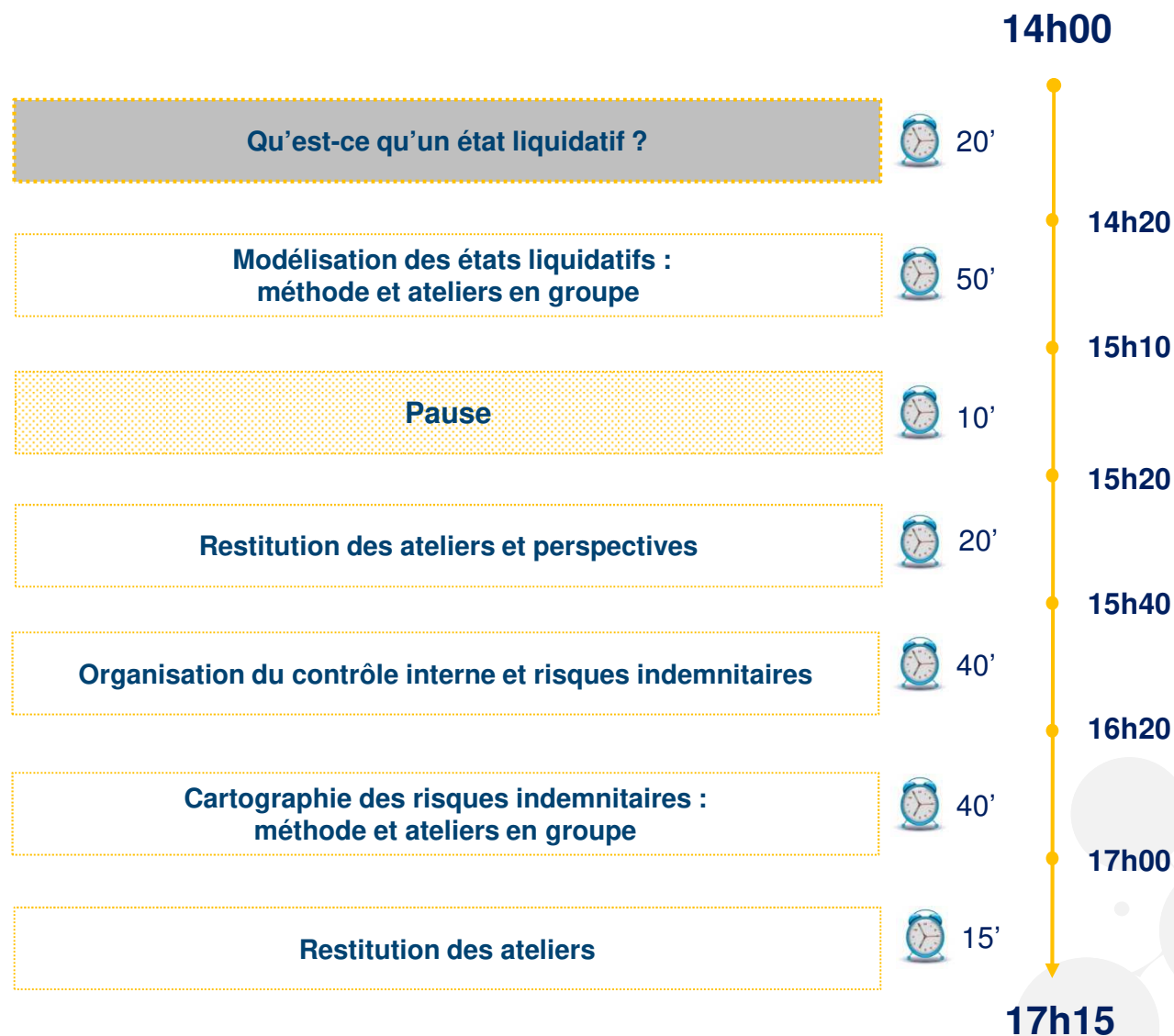


La maîtrise des risques indemnitaires

Dans le cadre du **contrôle interne** en matière de rémunérations, une **méthode de cartographie des risques indemnitaires** sera présentée



Ordre du jour



Qu'est-ce qu'un état liquidatif ?

Rappel des principes de comptabilité publique : décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) (1/2)

Séparation de l'ordonnateur et du comptable

Les fonctions d'ordonnateur et de comptable public sont **incompatibles** (art. 9)

L'ordonnateur

Il prescrit l'exécution des recettes et des dépenses (art. 10).

Il constate les droits et les obligations, liquide les recettes et émet les ordres de recouvrer. Il **engage, liquide et ordonnance les dépenses**. Il transmet au comptable public compétent les ordres de recouvrer et de payer assortis des pièces justificatives, ainsi que les certifications qu'ils délivrent (art. 11).



Chaîne de la dépense - définitions

L'engagement juridique est l'acte fondateur de la dépense, qui déclenche la consommation des autorisations d'engagement. Il matérialise la naissance de l'obligation de l'Etat, de laquelle il résultera une dépense.

Dès que le gestionnaire atteste du **service fait**, la dépense peut être payée. L'ordonnateur procède alors à son **ordonnancement**, acte par lequel il donne **ordre au comptable de payer**.

Le comptable

Le comptable public est l'agent de droit public ayant la charge exclusive de manier les fonds (art. 13). Il est personnellement et pécuniairement responsable des actes et contrôles qui lui incombent (art. 17).

S'agissant des ordres de payer, le comptable est tenu d'exercer le **contrôle** :

- de la qualité de l'ordonnateur
- de l'exacte imputation des dépenses
- de la disponibilité des crédits
- de la **validité de la dette**
- du caractère libératoire du paiement (art. 19)

Le contrôle du comptable sur la **validité de la dette** porte sur :

- la justification du service fait
- l'exactitude de la liquidation
- l'intervention des contrôles préalables prescrits par la réglementation
- l'existence du visa ou de l'avis préalable du contrôleur budgétaire sur les engagements
- la **production de pièces justificatives**
- l'application des règles de prescription et de déchéance (art. 20)

Qu'est-ce qu'un état liquidatif ?

Rappel des principes de comptabilité publique : décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) (2/2)

Les opérations de dépenses

Les dépenses de l'Etat sont liquidées par les ordonnateurs. Toutefois, il existe des **dépenses payables sans ordonnancement ou sans ordonnancement préalable**. Elles peuvent être liquidées par les comptables publics de l'Etat chargés du paiement (art. 126).

Les **dépenses de personnel** (hors solde des militaires) sont liquidées et payées sans engagement ni ordonnancement préalable par les comptables publics dans les conditions suivantes :

- l'ordonnateur certifie le service fait en communiquant au comptable assignataire les **bases de calcul nécessaires à la liquidation et à la mise en paiement** des rémunérations des agents ainsi qu'à la détermination des retenues à opérer sur celles-ci
- le comptable assignataire liquide les rémunérations et procède à leur mise en paiement (art. 128)



Justification des opérations de dépenses

Les opérations de recettes, de dépenses et de trésorerie doivent être **justifiées par des pièces prévues dans des nomenclatures** établies pour chaque catégorie de personnes morales concernées par le décret GBCP : Etat, collectivités territoriales, établissements publics, établissements publics locaux d'enseignements, établissements publics de santé...

Lorsqu'une opération de dépenses n'a pas été prévue par une nomenclature mentionnée ci-dessus, doivent être produites des **pièces justificatives permettant au comptable d'opérer les contrôles** qui lui sont dévolus (art. 50).

Les ordonnateurs produisent les pièces justificatives de leurs opérations à leur comptable assignataire (art. 149).

L'établissement, la conservation et la transmission des documents et pièces justificatives de toute nature peuvent être effectués sous forme dématérialisée (art. 51)

Un arrêté du ministre du budget fixe **la liste et la nature des pièces justificatives** et des documents de comptabilité dont la conservation incombe respectivement à l'ordonnateur et au comptable. Il fixe également les modalités de conservation par l'ordonnateur des pièces justificatives qu'il est dispensé de produire au comptable (art. 52). Pour l'Etat, il s'agit de **l'arrêté du 20 décembre 2016 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat**.

Qu'est-ce qu'un état liquidatif ?

Définition

Définition

Au regard des règles de gestion budgétaire et de comptabilité publique, un état liquidatif est un **document**

- ❶ produit par l'**ordonnateur**
- ❷ **justifiant** le paiement d'indemnités précalculées ou non permanentes
- ❸ comportant les **bases de calcul** nécessaires à la **liquidation et à la mise en paiement** des rémunérations par le comptable



- Les états liquidatifs sont produits pour des primes pré-calculées, c'est-à-dire des indemnités dont le montant est calculé à l'avance par l'ordonnateur. Le calcul peut être effectué soit manuellement par le gestionnaire, soit à l'aide d'un moteur de primes externe au SIRH avec production automatique ou non d'états liquidatifs, soit par certains SIRH
 - Les états liquidatifs concernent également les éléments non précalculés ponctuels comme les astreintes
 - Selon les cas, les états liquidatifs peuvent être collectifs ou individuels
 - La moitié des primes et indemnités sont calculées dans l'application PAY
-
- Lors de sa transmission au comptable, l'état liquidatif doit être accompagné de la décision d'attribution de l'indemnité. Lorsque l'état liquidatif est signé par le gestionnaire de personnel, il vaut décision d'attribution. Dans ce cas, seul celui-ci est à transmettre.
 - Une indemnité peut être payée :
 - **A mois courant** : dans ce cas, on indiquera la **date d'effet** sur l'état liquidatif
 - Pour **une période donnée** (rappels) : dans ce cas, il sera indiqué la date de début et la date de fin

Qu'est-ce qu'un état liquidatif ?

Propriétés (arrêté du 20 décembre 2016 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat)

Eléments devant figurer sur l'état liquidatif

- ❖ **Libellé** exact de l'indemnité
- ❖ **Références du texte institutif** de l'indemnité et de l'arrêté fixant le(s) taux en vigueur
- ❖ **Imputation** budgétaro-comptable : programme, action, sous-action, compte PCE
- ❖ **Nom des agents** concernés : NIR, nom, prénom
- ❖ Suffisamment de détails pour permettre au comptable de **vérifier l'exacte application de la réglementation en vigueur**

Périodicité de transmission au comptable

- ❖ Indemnités **pré-calculées non permanentes** ne faisant pas l'objet d'une historisation → état communiqué **à chaque paiement**
- ❖ Paiements par **mouvements permanents pré-calculés** dans PAY → état joint selon la nature de l'indemnité et/ou les modalités de versement de celle-ci :
 - Au **1^{er} paiement** et à chaque changement du montant de l'indemnité
 - Ou **au paiement du 1^{er} acompte en janvier de l'année et au paiement du solde** s'il s'agit d'une indemnité modulable dont le montant est fixé individuellement chaque année et qui est payée par acompte



Les pièces justificatives ne doivent être ni modifiées à la main, ni raturées, ni surchargées

Précisions pour certaines indemnités

▪ Indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Lorsque les mouvements de paye sont soumis au comptable sur support papier ou par mouvements autres que 21 ou 25, l'état liquidatif et nominatif est obligatoire et doit comporter la référence du texte institutif de l'indemnité et la certification du nombre d'heures supplémentaires effectuées

▪ Indemnisation des jours épargnés sur le CET

L'état liquidatif, accompagné du certificat administratif, précise les jours dont le régime d'indemnisation relève du CET « historique » et du CET « pérenne »

▪ RIFSEEP

- Mise en place initiale : état liquidatif de l'IFSE
- Evolution des montants versés de l'IFSE : état liquidatif de l'IFSE
- Versement du complément indemnitaire annuel (CIA) : état liquidatif du CIA

Qu'est-ce qu'un état liquidatif ?

Exemples d'états liquidatifs collectifs (1/2)

- Etat liquidatif de la DGDDI pour justifier une indemnité pré-calculée (indemnité de mission pour déplacements temporaires)

N.B : cet état n'est plus produit sous ce format suite à la migration de leur SIRH

Etat liquidatif: 0048 : Indemnité de mission pour déplacements temporaires de juin 15
(decret 2006-1681 et arrete du 22/12/2006)

Service: Bordeaux bse Mois: 08/2015

Agent	INSEE	NPC	Nombre de taux	Taux	Montant
B... JAL...	1...	00	1	15.25	15.25
B... L...	17...	00	1	15.25	15.25
HE... OL...	17...	00	2	15.25	30.50

Qu'est-ce qu'un état liquidatif ?

Exemples d'états liquidatifs collectifs (2/2)

- Etat liquidatif collectif de la DGDDI pour retenue ticket restaurant (présentation par NIR croissant)
N.B : cet état n'est plus produit sous ce format suite à la migration de leur SIRH

Ministère : 207							
Administration : 082							
0902 - Tickets restaurant							
Paye 01/2017							
51 lignes							
	Nom	Prénom	NIR	NPC	NB	PU	Montant
1/51	P	RE	158	00	18	3,00	54,00
2/51	VI	PH	158	20	17	3,00	51,00
3/51	LE	BE	158	00	10	3,00	30,00
4/51	DU	Y	166	00	18	3,00	54,00
5/51							

Exemples d'états liquidatifs individuels (1/2)

- [illegible]

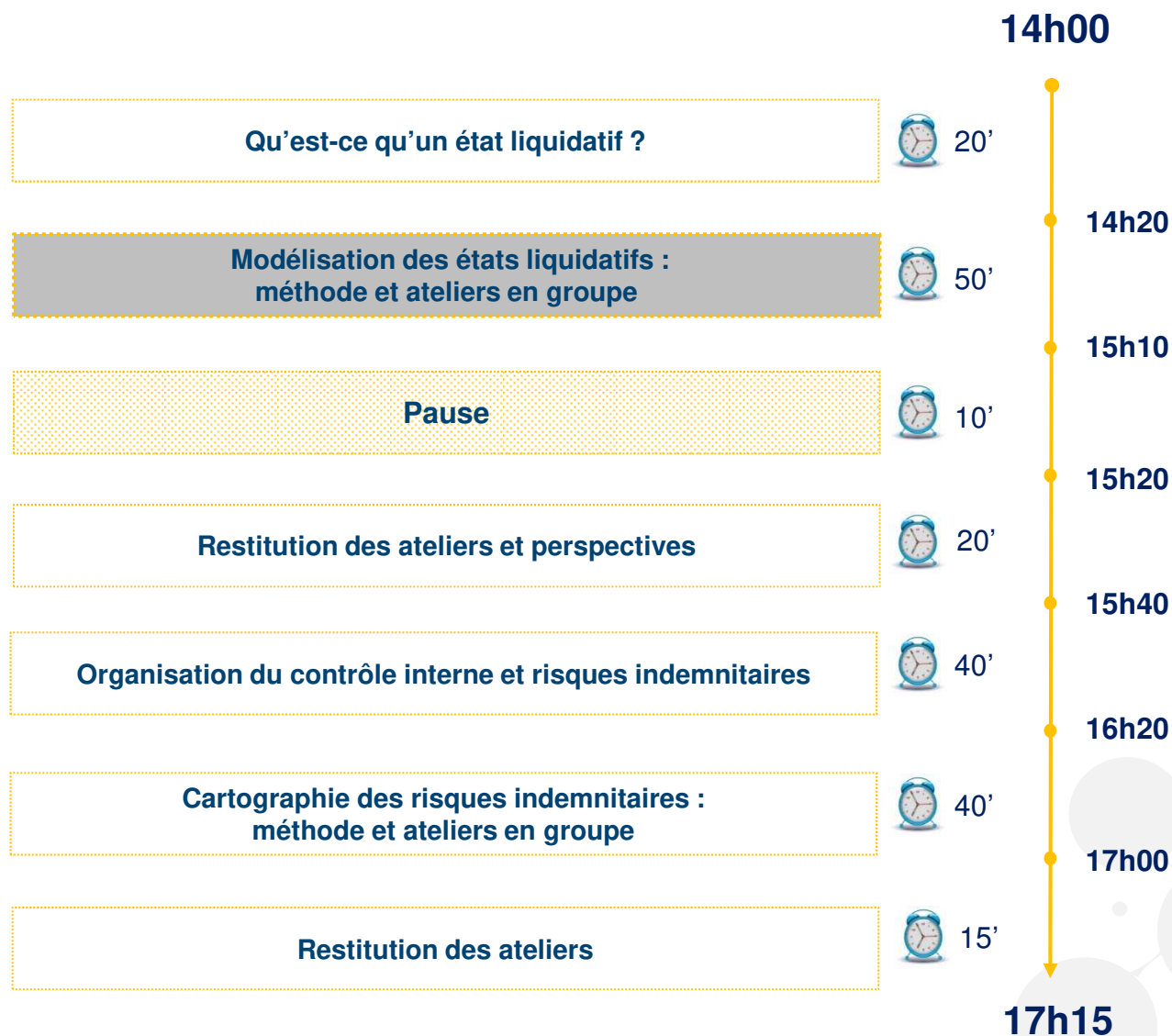
Qu'est-ce qu'un état liquidatif ?

Exemples d'états liquidatifs individuels (2/2)

- Etat liquidatif du ministère de la Justice pour rappels pré calculés non historisés de type statutaire (mouvement 40/41/42)

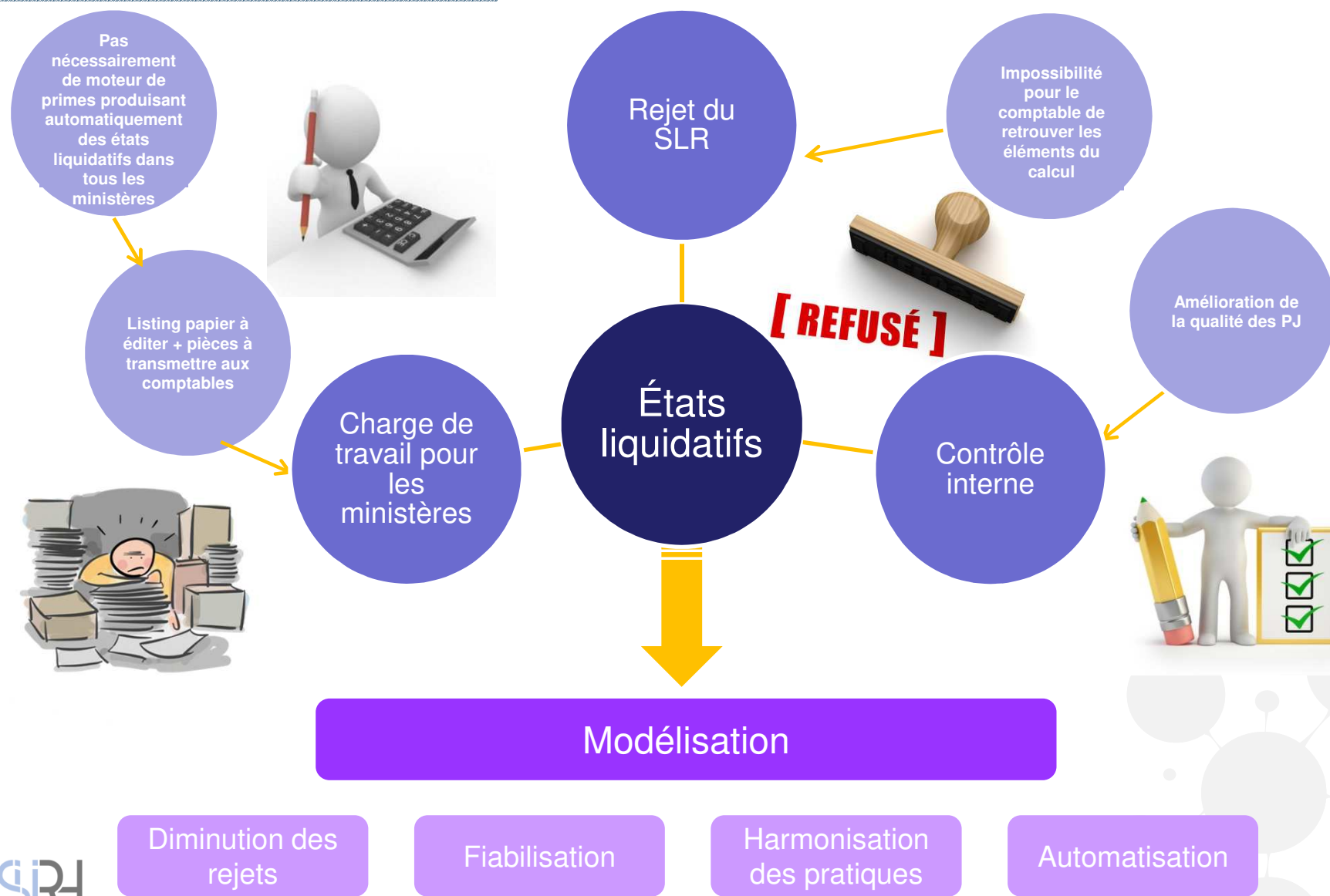
Nom/Prénom :				N°INSEE :			
OBSERVATIONS	DESIGNATIONS	NOUVEAU	ANCIEN	DIFFERENCE	NOMBRE		MONTANT DU RAPPEL
				MENSUELLE	mois	jours	
RAPPEL DE : NBI	N.B.I.	69,45	0,00	69,45	0	29	67,14
	Indemnité de résidence	2,08	0,00	2,08	0	29	2,01
	PENSION CIVILE N.B.I.	6,08	0,00	6,08	0	29	5,88
PERIODE DU 02 au 30 mai 2013							
	BASE S.S.						67,14

Ordre du jour



Modélisation des états liquidatifs

Pourquoi modéliser les états liquidatifs?



Modélisation des états liquidatifs

Méthodologie retenue (1/4)

- Source : cartographie des indemnités du ministère de la justice, client sur l'articulation entre PAY et le référentiel de paye (RDP). Elle recense tous les éléments relatifs aux indemnités ainsi que les règles de calcul afférentes à mettre en place dans le SIRH Harmonie
- Indemnités retenues : indemnités payées par **mouvements 05, 20, 22**
 - Ont été étudiées les indemnités dont le « type élément de rémunération » correspondent à des sujétions ou à de l'indemnitaire. Les indemnités relatives aux vacances, prestations, avantages et mutuelles n'ont pas été traitées
 - Parmi ces indemnités, celles pour lesquelles la règle de calcul n'avait pas été indiquée n'ont pas été examinées. Sur les 84 indemnités restantes, 60 nécessitent un état liquidatif et **57 ont été modélisés**.
 - Elles portent autant sur le **périmètre interministériel que sur le périmètre spécifique du ministère de la justice**
 - Elles représentent **76,72 % du montant des indemnités payées** par le ministère de la justice en août 2017



Le ministère de la culture a demandé pour quelles raisons les mouvements 40, 41 et 42 (rémunérations précalculées au titre du mois courant (40), de l'année courante (41) ou des années antérieures (42)) n'étaient pas pris en compte : le GT ne traite que des primes et indemnités. C'est pourquoi seuls les mouvements 05, 20 et 22 sont étudiés. Cela ne préjuge pas des modèles qui seront élaborés par la suite et qui seront établis au regard des besoins ministériels.

- Les indemnités ont été classées par mode de calcul et/ou type de mouvement. On distingue ainsi 9 catégories différentes d'indemnités pour lesquelles des modèles (individuels et/ou collectifs, selon les cas) ont été élaborés.

La DGDDI indique avoir des difficultés à fournir des modèles d'états liquidatifs avec SIRHIUS. Elle estime que ces modèles d'actes liquidatifs ont un intérêt si ceux-ci sont intégrés dans son SIRH afin de générer automatiquement les états.

Modélisation des états liquidatifs

Méthodologie retenue (2/4)

La liste des indemnités par ministère et par modèle sera fournie :

- aux ministères expérimentateurs pour pouvoir réaliser l'expérimentation
- à tous les ministères avant la généralisation des modèles

Etats ne nécessitant que le montant

- **Modèle 1 :**

- ✓ Type d'état : collectif
- ✓ Eléments figurant dans l'état :
 - Montant versé



Exemples d'indemnités :

- ✓ Garantie pouvoir d'achat
- ✓ Indemnité d'administration et de technicité (selon les ministères)
- ✓ Indemnité de fonctions allouée aux membres du conseil supérieur de la magistrature
- ✓ Indemnité forfaitaire pour frais de représentation
- ✓ Indemnité forfaitaire travaux supplémentaires
- ✓ Prime rendement

- **Modèle 2 :**

- ✓ Type d'état : individuel
- ✓ Eléments figurants dans l'état :
 - Montant versé
- ✓ Type d'indemnité :
 - Notamment les indemnités payées par mouvement 20



Exemples d'indemnités :

- ✓ Indemnité allouée aux titulaires de la médaille d'honneur
- ✓ indemnité compensatrice de congés annuels
- ✓ Indemnité d'accompagnement à la mobilité dans le fonction publique de l'Etat
- ✓ Indemnité de costume
- ✓ indemnité de fonction des membres du gouvernement
- ✓ Indemnité horaire de nuit spécifique
- ✓ Indemnités de sujétions spéciales
- ✓ Prime de restructuration de service

Modélisation des états liquidatifs

Méthodologie retenue (3/4)

Etats nécessitant les éléments de calcul

- **Modèle 3 :**

- ✓ Type d'état : collectif
- ✓ Eléments figurant dans l'état :
 - Montant versé
 - Taux (%)
- ✓ Modes de calcul de l'indemnité :
 - Montant x taux
 - (Montant x taux)/12
 - Montant / 12



Exemples d'indemnités :

- ✓ Indemnité de gestion et de responsabilité
- ✓ Indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics
- ✓ Indemnité de risques et de sujétions spéciales des assistants sociaux
- ✓ Indemnité forfaitaire du personnel d'insertion et de probation
- ✓ Indemnité forfaitaire mensuelle à certains auditeurs de justice et anciens auditeurs de justice
- ✓ Indemnité horaire de nuit spécifique
- ✓ Prime de service des infirmiers
- ✓ Prime forfaitaire des magistrats inspecteurs de l'IGSJ

- **Modèle 4 :**

- ✓ Type d'état : collectif et individuel
- ✓ Eléments figurants dans l'état :
 - Quotité : nombre de journées ou demi-journées
 - Taux (montant)



- ✓ Basculement en points RAFP des jours CET
- ✓ Indemnité travaux dangereux ou salissant
- ✓ Indemnités Jours ARTT non pris
- ✓ Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires attribuée aux agents du corps des conducteurs automobiles et chefs de garage (2e part)

Modélisation des états liquidatifs

Méthodologie retenue (4/4)

Etats spécifiques

- **Modèles 5 et 6 :**

- ✓ Type d'état : collectif
- ✓ Eléments figurant dans l'état :
 - Eléments mentionnés par la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP



- ✓ Modèle 5 : Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

- ✓ Modèle 6 : Complément indemnitaire annuel (CIA)

- **Modèle 7 :**

- ✓ Type d'état : collectif
- ✓ Eléments figurant dans l'état :
 - Montant
 - Nombre d'enfants à charge



- ✓ Indemnité compensatoire pour frais de transport pour service Corse

- **Modèle 8 :**

- ✓ Type d'état : collectif
- ✓ Eléments figurant dans l'état :
 - Nombre de 1/1000
 - Qualification



- ✓ Prime de fonction informatique

- **Modèle 9 :**

- ✓ Type d'état : individuel
- ✓ Eléments figurants dans l'état :
 - Montant de référence
 - Ancienneté



- ✓ Indemnité licenciement pécule
- ✓ Indemnité licenciement pour insuffisance professionnelle

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs - Trame état collectif

Zone en-tête / Marianne

Timbres

Date
Paris, le

Imputations budgétaires

Adm :
Code ventilation budgétaire :
Programme :
Article d'exécution :

Action - Sous-action :
Compte PCE :

Références juridiques de l'indemnité)
Zone textes de référence

ETAT LIQUIDATIF
▼ Libellé indemnité (+code) , menu déroulant

Identification des agents

Montant versé

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	quotité de travail				Montant versé

Date de début du versement OU période
sur laquelle porte le versement

[fonction du signataire]
[nom du signataire] Signataire

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs - Trame état individuel

Zone en-tête / Marianne

Timbres

Date

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

Imputations budgétaires

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Zone textes de référence

Références juridiques de l'indemnité

NOM :

Identification des agents

Prénom :

NIR :

n° dossier :

Libellé grade :

Montant versé

Date d'effet / période	Quotité de travail			Montant versé

Date de début du versement OU période
sur laquelle porte le versement

[fonction du signataire]

Signataire

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs - Trames

- Suite aux échanges avec les ministères, les points suivants ont été soulevés. Ils seront étudiés dans le cadre de l'expérimentation avec la DGFIP et les ministères expérimentateurs :

ZONE « DATE »	<ul style="list-style-type: none">• En plus de la date de l'état liquidatif, les ministères souhaitent faire également indiquer le mois de paye
ZONE « IMPUTATION BUDGETAIRE »	<ul style="list-style-type: none">• Le code « Administration », ne doit pas être dans la zone imputation budgétaire. Ce code est composé de 3 codes de 3 caractères chacun : code ministère au sens PAY + code administration + code département :<ul style="list-style-type: none">✓ Exemple :<ul style="list-style-type: none">206 = ministère de l'éducation nationale,603 = DESDEN (ex inspection académique),078 = Yvelines→ 206.603.078 correspond à l'inspection académique des Yvelines• Les imputations budgétaires sont-elles nécessaires dès lors que figure la ventilation budgétaire?<ul style="list-style-type: none">✓ Le MINARM et les MSO ont interdit la ventilation budgétaire. La Cour des comptes ne connaît pas la ventilation budgétaire, c'est pourquoi l'axe Chorus est retenu. Le MINARM tient à la redondance qui permet des opérations de contrôle✓ Pour autant, les autres ministères souhaitent ne mettre que le minimum nécessaire et ne faire porter qu'une seule fois l'information
ZONE « IDENTIFICATION DES AGENTS »	<ul style="list-style-type: none">• La quotité de travail n'est à indiquer que pour les indemnités proratisées en fonction du temps de travail• Le libellé grade est le libellé NNE• Le mouvement 22 nécessite une colonne « n° ordre » : il faudrait ajouter une colonne, sur la trame, « si mouvement 22, n° ordre »
PERIODE	<ul style="list-style-type: none">• Plutôt que d'indiquer une période, il serait préférable d'indiquer la date de début et la date de fin dans deux colonnes distinctes notamment pour l'implémentation dans un SIRH
MENTIONS A AJOUTER	<ul style="list-style-type: none">• Pour les états individuels, il faudrait ajouter une zone/colonne « commentaires »• Il serait pertinent d'indiquer, dans les états, les champs obligatoires et facultatifs

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 1 (collectif avec montant)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Zone textes de référence

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	quotité de travail	indice majoré	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 1 (collectif avec montant)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Zone textes de référence

L'IM est à supprimer et à ne faire figurer que dans les états le requérant

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	quotité de travail	indice majoré	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Diapositive 22

AKA3

On ne diffusera qu'une seule diapo de chaque modèle, j'ai bien compris?

AKA; 01/12/2017

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 2 (individuel avec montant)

Zone en-tête / Marianne

Adm :

Paris, le

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Action - Sous-action :

Article d'exécution :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Zone textes de référence

NOM :

Prénom :

NIR :

n° dossier :

Libellé grade :

Date d'effet / période	Quotité de travail	indice majoré	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 2 (individuel avec montant)

Zone en-tête / Marianne

Adm :
Code ventilation budgétaire :
Programme :
Article d'exécution :

Paris, le

Action - Sous-action :
Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Zone textes de référence

NOM :
NIR :
Libellé grade :

Prénom :
n° dossier :

Comme pour l'état collectif,
l'IM est à supprimer et à ne
faire figurer que dans les
états le requérant

Date d'effet / période	Quotité de travail	indice majoré	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 3 (collectif avec calcul)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :
Code ventilation budgétaire :
Programme :
Article d'exécution :

Action - Sous-action :
Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+code) , menu déroulant

Zone textes de référence

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	quotité de travail	indice majoré	Taux (%)	Traitement brut mensuel/ montant de base/ montant annuel	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 3 (collectif avec calcul)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+code) , menu déroulant

Zone textes de référence

Nécessité de clarifier
ce que l'on entend par
traitement brut
mensuel

Les informations
sont redondantes

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	quotité de travail	indice majoré	Taux (%)	Traitement brut mensuel/ montant de base/ montant annuel	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 4 (collectif avec calcul)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

Zone textes de référence

▼ Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Est-il nécessaire de maintenir la distinction entre CET historique et CET pérenne?

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	catégorie de l'agent au 31/12/N-1	quotité de travail	taux (montant)	Nombre jours CET historique	Nombre jours CET pérenne	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 4 (collectif avec calcul)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

Zone textes de référence

Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Faire figurer le grade, comme sur les autres états

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	catégorie de l'agent au 31/12/N-1	quotité de travail	taux (montant)	Nombre jours CET historique	Nombre jours CET pérenne	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 4 (individuel avec calcul)

Zone en-tête / Marianne

Adm :

Paris, le

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Action - Sous-action :

Article d'exécution :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité, menu déroulant

Zone textes de référence

Comme pour l'état collectif, faire
figurer le grade

NOM :

Prénom :

NIR :

n° dossier :

Catégorie au 31/12/N-1 :

Date d'effet / période	Quotité de travail	Taux (montant)	Nombre jours /demi-journées	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 4 (individuel avec calcul)

Zone en-tête / Marianne

Adm :

Paris, le

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Action - Sous-action :

Article d'exécution :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

▼ Libellé indemnité (+ code), menu déroulant

Zone textes de référence

NOM :

Prénom :

NIR :

n° dossier :

Catégorie au 31/12/N-1 :

Date d'effet / période	Quotité de travail	Taux (montant)	Nombre jours /demi-journées	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 5 (spécifique IFSE)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :
Code ventilation budgétaire :
Programme :
Article d'exécution :
Action - Sous-action :
Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (CODE : 1793)

Zone textes de référence

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	quotité de travail	agent logé par NAS (O/N)	Groupe IFSE	plafond IFSE fixé par arrêté	garantie individuelle et montant	IFSE - Montant annuel	IFSE - Montant mensuel
											0
											0
											0
											0
											0
											0
											0
											0
											0
											0

[fonction du signataire]

Formule de calcul insérée : « montant annuel/12 »

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 6 (spécifique CIA)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CODE : 1794)

Zone textes de référence

Date d'effet (01/03 ou 01/10)	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Quotité de travail	Libellé grade	Groupe CIA	plafond CIA fixé par arrêté	CIA - Montant annuel attribué	CIA - Montant déjà versé en N	CIA - Montant versé
										0
										0
										0
										0
										0
										0
										0
										0
										0

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Formule de calcul insérée : « montant
annuel attribué – montant déjà versé »

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 7 (spécifique frais de transports pour service en Corse)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

indemnité compensatoire pour frais de transport pour service en Corse (code : 0707)

Zone textes de référence

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	quotité de travail	indice majoré	Nb enfants à charge	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 8 (spécifique prime de fonction informatique)

Zone en-tête / Marianne

Paris, le

Adm :

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Article d'exécution :

Action - Sous-action :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF PRIME DE FONCTION INFORMATIQUE (CODE : 0286)

Zone textes de référence

Date d'effet/ période	NIR	n° dossier	Nom Prénom	Libellé Grade	Quotité de travail	indice majoré	qualification	nombre de 1/1000	Montant

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Présentation des modèles d'états liquidatifs : Modèle 9 (spécifique indemnité de licenciement)

Zone en-tête / Marianne

Adm :

Paris, le

Code ventilation budgétaire :

Programme :

Action - Sous-action :

Article d'exécution :

Compte PCE :

ETAT LIQUIDATIF

Indemnité de licenciement (contractuels) (code : 0018)

Zone textes de référence

NOM :

Prénom :

NIR :

n° dossier :

Libellé grade :

Date d'effet / période	Quotité de travail	montant de référence	ancienneté	Montant versé

[fonction du signataire]

[nom du signataire]

Modélisation des états liquidatifs

Répartition des kiosques

Sujet unique

Recueil de l'avis des ministères sur les propositions d'états liquidatifs



- Exhaustivité des indemnités
- Apparence, complétude des informations
- Facilité d'appropriation par les gestionnaires



1 x 30'

Animation et synthèse :
M. Guillaumin / A. Karagic

Animation et synthèse :
H. Goldblatt-Winter / N. Bridenne

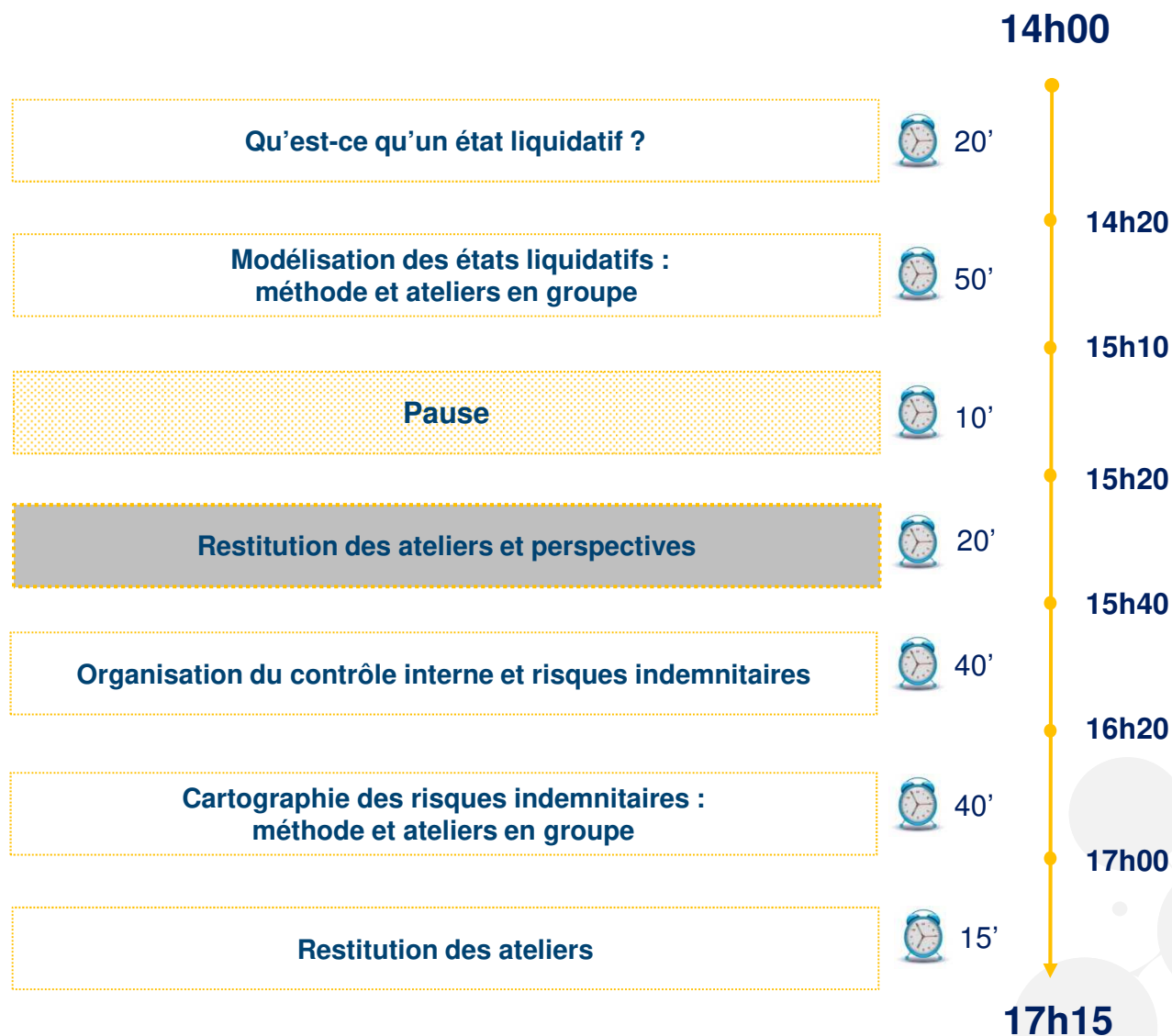
Groupe A

- Cour des comptes
- MAA
- MEF – DGDDI
- MEN
- MI
- MINARM
- MSO

Groupe B

- Conseil d'Etat
- DGGN
- MC
- MEF – DGFIP
- MEF – SG
- MJ
- MTES

Ordre du jour



Modélisation des états liquidatifs

Expérimentation et diffusion

Expérimentation

- A l'instar de ce qui avait été fait pour le guide des PJ, il est proposé **d'expérimenter l'utilisation des modèles d'états liquidatifs** :
 - ✓ l'expérimentation serait menée au sein de **trois ministères volontaires en lien avec les SLR afférents** : idéalement pour n'avoir que 5 à 6 SLR partenaires, soit quelques services d'un ministère, soit un ministère mono ou bi-assignation
 - ✓ les modèles seraient utilisés pour chacune des indemnités correspondantes pendant une **durée de 2 à 3 mois**
 - ✓ les ministères et les SLR feraient, au CISIRH et à la DGFIP (bureau CE-2A) une **remontée mensuelle de l'utilisation des modèles**
- L'expérimentation permettrait de :
 - ✓ vérifier que cet outil **répond aux besoins** des SLR et des ministères et permet de limiter les rejets
 - ✓ identifier les **modifications et compléments nécessaires**
 - ✓ s'assurer de l'opérationnalité des modèles d'états liquidatifs pour **faciliter leur mise en œuvre et leur appropriation pour les acteurs concernés**

Diffusion

- A l'issue de l'expérimentation, **un retour d'expérience, sous forme de GT**, sera organisé
- Puis, les modèles seront **présentés à l'ensemble des SLR par la DGFIP et au COPIL Métier**
- La diffusion, en formats xls et ods, sera à prévoir en **fonction de la date d'utilisation qui aura été arrêtée** :
 - ✓ auprès des référents ministériels (gestionnaires) par le CISIRH sur PISSARHO
 - ✓ auprès des SLR par la DGFIP

Et après ?

- Intégration dans les travaux relatifs à la dématérialisation ?
- Intégration au « listage des entrées » ?



Ordre du jour



Le contrôle interne du processus des rémunérations

Organisation du contrôle interne sur le processus des rémunérations

• Contexte

La modernisation des SIRH aboutissant à une chaîne RH-Paie fluide (abandon de saisie dans 2 outils, mise en place de règles de gestion RH-Paie, mise en place du listage des entrées) conduit à repenser les contrôles internes réalisés sur le processus de rémunérations en amont des SIRH.

• Outils

- ✓ La mise en place d'un contrôle interne sur le processus rémunérations repose sur la mise à disposition d'une **documentation métier à jour** permettant aux ministères l'organisation d'un contrôle interne efficient. **L'outil INGRES** permet aux ministères d'avoir une documentation métier à jour sur le sujet
- ✓ Les contrôles internes *a posteriori* sur le processus des rémunérations peuvent être réalisés sur la base de requêtes issues d'un **infocentre décisionnel** du ministère ou mis à disposition



• Contrôles

- ✓ Les contrôles internes *a posteriori* portent notamment sur :
 - **l'éligibilité** : l'agent peut-il réglementairement percevoir l'indemnité?
 - **l'exacte liquidation** : le mode de calcul de l'indemnité est-il correct et les plancher et plafond sont-ils respectés ?
 - **la régularité** : l'indemnité versée est-elle toujours valide?
 - **l'absence d'incompatibilité** avec le versement concomitant d'autres indemnités

Suivant les risques associés à chaque indemnité, une **cartographie des risques indemnitaires peut être établie**.

- ✓ Prévu par l'article 42 du GBCP, le **contrôle hiérarchisé** tend à se développer :
 - « le comptable public peut opérer les contrôles [...] de manière hiérarchisée, en fonction des caractéristiques des opérations relevant de la compétence des ordonnateurs et de son appréciation des risques afférents à celles-ci. A cet effet, il adapte l'intensité, la périodicité et le périmètre de ses contrôles en se conformant à un plan de contrôle établi suivant les règles fixées par arrêté du ministre chargé du budget »
 - Dans ce cadre, le contrôle cible uniquement sur les dépenses à enjeux

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires

Objectifs

- Proposer une méthode simple permettant de couvrir tous les risques indemnitaires
- Donner l'assurance raisonnable de la maîtrise de ces risques tant pour le pilotage interne que pour les audits notamment ceux de la Cour des comptes
- Estimer financièrement les risques
- Permettre un retour à la réglementation si nécessaire



Risque : événement potentiel ne permettant pas, s'il se réalise, d'atteindre un objectif

Risque indemnitaire : application erronée de la réglementation relative aux indemnités ne permettant pas de payer correctement l'indemnité à l'exact bénéficiaire

Précautions d'emploi

- Ne pas confondre maîtrise des risques et exhaustivité des contrôles
- Valoriser les contrôles automatiques existants
- Définir le périmètre indemnitaire à étudier
- Ne pas limiter les risques aux trop-versés
- Faire suivre, si nécessaire, les constats d'actions correctives



ETAPES

- Définition du périmètre
- Définition et prise en compte des risques
- Contrôles *via* Ingres
- Echantillonnage
- Construction de la cartographie

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : définition du périmètre



- **Outil**

- ✓ Cartographie indemnitaire fournie annuellement par la DGFIP (le bureau CE-2A transmet la restitution R09 issue d'INDIA Rému)

- **Principes**

- ✓ En matière indemnitaire, on considère que les risques sont maîtrisés dès que l'on maîtrise **60% des indemnités** (volume financier payé)
- ☞ Cibler les **indemnités et primes à fort enjeu**

- **Application**

- ✓ Sélectionner les indemnités au montant total annuel payé est **le plus élevé et correspondant à au moins 60 % du montant total annuel** payé au titre de toutes les indemnités du ministère
- ✓ Compléter par les indemnités dont le montant annuel payé n'est pas nécessairement élevé mais dont **le montant annuel par agent est important** et par les indemnités non précalculées dans PAY et dont le calcul est complexe
- ✓ Compléter par les **accessoires de traitement par définition à risques et à connotation déontologique** : SFT, prise en charge partielle des frais de trajet domicile/travail



Le périmètre est **supérieur à 60 %**

+

Il couvre **différents types d'enjeux** financiers



Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : définition des risques (1/4)

- **Risques :**

- ✓ erreur de liquidation, notamment dans le **respect du barème réglementaire**
- ✓ **inéligibilité**
- ✓ non-respect de l'**incompatibilité** avec d'autres indemnités
- ✓ non-application de la **suspension ou de la proratisation** de l'indemnité en cas de maladie lorsque les textes le prévoient
- ✓ absence de pièces justificatives ou pièces justificatives incomplètes

- **Exemples de facteurs déclenchants :**

- ✓ profusion de textes relatifs aux indemnités rendant malaisé l'accès à la réglementation
- ✓ diversité et complexité des indemnités
- ✓ complexité de l'analyse réglementaire impliquant un risque de divergence de point de vue avec le comptable, absence de bases de calculs harmonisées
- ✓ carence dans la définition des points de contrôle à réaliser

- **Conséquences d'un risque non maîtrisé :**

- ✓ **versement à tort** d'indemnités alors que l'agent ne peut (ou ne peut plus) y prétendre
- ✓ versement à tort du montant d'indemnités suite au **dépassement des plafonds réglementaires**
- ✓ **absence de versement** d'indemnités alors que l'agent peut y prétendre
- ✓ carence dans la piste d'audit : **le versement de certaines indemnités n'est plus justifié**
- ✓ **fraude** : versement volontaire d'une indemnité à laquelle l'agent ne peut réglementairement prétendre
- ✓ **suspension du paiement** par le comptable

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : définition des risques (2/4)

- **INGRES / Référentiel de paie** : un outil permettant de disposer d'une documentation à jour nécessaire aux contrôles

- ✓ **Eligibilité** : *vérification de l'éligibilité du versement d'indemnités*

Pour chaque fiche du référentiel de paie, les populations éligibles sont listées. Il est ainsi possible de vérifier que le versement d'une indemnité donnée est bien effectuée aux populations adéquates.

Exemple : fiche du référentiel de paie n° 201694 « Indemnité de sujétions aux fonctionnaires des corps des transmissions du ministère de l'intérieur et aux ingénieurs des télécoms en fonction au ministère de l'intérieur – 1^{re} part au ministère de l'intérieur »

Conditions métiers d'attribution

Condition d'attribution liée au corps grade [Ajouter une occurrence](#) 1/1

Corps de la filière SIC :

- ingénieur des systèmes d'information et de communication (code noyau 409 - corps)
- technicien des systèmes d'information et de communication (code noyau 233 - corps)
- agent des systèmes d'information et de communication (code noyau 605 - corps)

Condition d'attribution liée aux sujétions [Ajouter une occurrence](#) 1/1

la première part est destinée à indemniser les sujétions particulières résultant :

- du travail cyclique, dans les standards (préfectures, administration centrale) et les supervisions de zone ou centres d'appel fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;
- des interventions effectuées dans le cadre de la permanence statistique et interventions en dehors des heures ouvrables

- ✓ **Validité** : *vérification de la validité du versement de l'indemnité*

Pour chaque indemnité, il est indiqué une date de début et, le cas échéant, une date de fin. Cette dernière correspond à la date de fin de validité juridique (date d'abrogation).

Exemple : la prime fonctions résultats (PFR) a été abrogée à compter du 01/01/2016 par le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015. La date de fin indiquée sur l'annexe correspondant à la PFR (code 1548) est le 31/12/2015. Cette date n'empêche cependant pas de traiter, le cas échéant, des rappels portant sur une période antérieure au 01/01/2016 dans la limite de la prescription quadriennale des dépenses publiques

Définition Commentaires - FIMES Événements sur codes Versions Références juridique

Libellé court PFR - part fonctions

Libellé long Prime de fonctions et de résultats - part fonctionnelle

Validité

Statut Clos Date de début 01/01/1900 Date de fin 31/12/2015

Date de fin technique

Caractéristiques

Libellé réglementaire Prime de fonctions et de résultats - Part fonctionnelle

Élément imposable au titre de l'impôt sur le revenu 1 - Oui

Élément soumis à précompte SNF 1 - Oui

Élément saisissable 1 - Oui

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : définition des risques (3/4)

✓ Incompatibilité : vérification du respect des incompatibilités entre les éléments de rémunération

Pour chaque indemnité il est indiqué, le cas échéant, les indemnités avec lesquelles elle est incompatible

Exemple : fiche du référentiel de paye ref. 201694 « Indemnité de sujétions aux fonctionnaires des corps des transmissions du ministère de l'intérieur et aux ingénieurs des télécoms en fonction au ministère de l'intérieur » est incompatible avec la fiche ref. 200667B « Astreinte »

The screenshot shows a web application interface for managing indemnities. At the top, there are search filters for 'Population favorite', 'Population', 'Référence' (201694), 'Déclinaison', 'Entité', 'Direction', and 'Code PAY'. Below these, a table lists the results, showing one result for reference 201694. The main area displays the details of this indemnity: 'Indemnité de sujétions aux fonctionnaires des corps des transmissions du ministère de l'intérieur et aux ingénieurs des télécoms en fonction au ministère de l'intérieur' with entity 'MI'. A section titled 'Incompatibilités' shows a list of incompatible indemnities, with one entry visible: 'Référence 200667', 'Entité MI200', and 'Déclinaison B'.

Une **matrice d'incompatibilité** permettra d'exploiter *a priori* et *a posteriori* les incompatibilités entre indemnités :

VERSION	TYPE DE MISE A JOUR	R_REL_IDEN04	R_REL_LIBCOU	R_REL_INDEMN	R_REL_LIBIND	R_REL_TEXTE	R_FOR_DATDF	R_FOR_DATFI
17.00.00	A	0106	Indem. forf. pour trav. supp. (ac)	0674	Indem. d'administration et de tech. iat		01/01/1900	
17.00.00	A	0106	Indem. forf. pour trav. supp. (ac)	0676	Indem. forf. pour trav. supp. des sd		01/01/1900	
17.00.00	A	0127	Prime spéciale d'installation	0672	Prime spécifique d'installation		01/01/1900	
17.00.00	A	0672	Prime spécifique d'installation	0127	Prime spéciale d'installation		01/01/1900	
17.00.00	A	0674	Indem. d'administration et de tech. iat	0106	Indem. forf. pour trav. supp. (ac)		01/01/1900	
17.00.00	A	0674	Indem. d'administration et de tech. iat	0676	Indem. forf. pour trav. supp. des sd		01/01/1900	
17.00.00	A	0676	Indem. forf. pour trav. supp. des sd	0106	Indem. forf. pour trav. supp. (ac)		01/01/1900	
17.00.00	A	0676	Indem. forf. pour trav. supp. des sd	0674	Indem. d'administration et de tech. iat		01/01/1900	

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : définition des risques (4/4)

✓ Plafonds réglementaires : vérification de l'éligibilité du versement d'indemnités

Pour chaque fiche, les plafonds réglementaires sont indiqués permettant de vérifier pour un grade donné le respect des plafonds

Exemple : fiche du référentiel de paye ref. 201793 « Indemnité de fonctions, sujétions et expertise (IFSE) ». Dans la zone « Barème », on retrouve les planchers et plafonds réglementaires associés à l'IFSE :

BR_201793_MJ	1	Identification	Données	Références juridiques
		00633	2	CL03
		Directeur fonctionnel des services de greffe judiciaires		Logement attribué par nécessité absolue de service
		00634	1	
		Greffier fonctionnel des services judiciaires		

Ces barèmes de contrôle de plafonds INGRES peuvent être exportés en **tableaux Excel** pour faciliter les contrôles :

Emplois de greffier fonctionnel des services judiciaires	IFSE montant plafond annuel
	GROUPE 1 18 920
	GROUPE 2 17 512
	CIA montant plafond annuel
	GROUPE 1 2 580
	GROUPE 2 2 388
Arrêté du 26 janvier 2016 Mise en application au 1er février 2016	

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : échantillonnage

En fonction de la requête disponible et du type d'indemnité, le contrôle peut être **exhaustif** ou **sur échantillon**

- **Echantillon ou exhaustivité**

- ✓ Par définition, le contrôle se fait sur **échantillon**
- ✓ Cet échantillon est, en principe, de **30 dossiers**. Il est impératif que l'échantillon soit réellement aléatoire et qu'il ne soit pas orienté
- ✓ Le principe de contrôle d'échantillon doit être retenu lors qu'un contrôle exhaustif ne peut être effectué automatiquement ou par un tri Excel. Idéalement, il vaut mieux faire un contrôle exhaustif si on peut l'automatiser



- **Confusion à éviter entre contrôle exhaustif et contrôle sur échantillon**

- ✓ Si, sur un **échantillon aléatoire** de 30 dossiers sur 1 000 agents bénéficiaires de l'indemnité X, 6 dossiers comportent un défaut de pièce justificative, **le taux d'erreur est de 6/30, soit 20 %**
- ✓ Si, sur 1 000 agents bénéficiaires de l'IFSE, une requête permet d'identifier 50 agents qui perçoivent à la fois l'IFSE et la prime informatique (incompatibles entre elles), il convient d'abord de vérifier que les deux indemnités sont versées au titre de la même période. Si c'est le cas, **le taux d'erreur est à rapporter à la population totale étudiée**, c'est-à-dire 50/1 000, soit 2 %, et non à celle de l'échantillon (qui serait alors 50/50, soit 100 %)
- ✓ Si le plafond d'une indemnité X attribuée à 1 000 agents est de 1 000 €, **un tri Excel** permet d'identifier les agents dépassant le plafond, soit, par exemple, 10 agents percevant 1 200 €. Le **contrôle est donc exhaustif** et le taux d'anomalies est de 10/1 000, soit 1 % pour un trop-versé de 200 € x 10 = 2 000 €

Le contrôle interne du processus des rémunérations

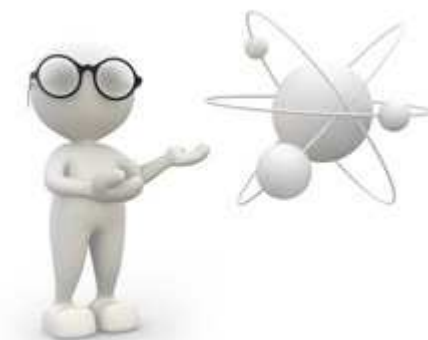
Cartographie des risques indemnitaires : construction de la cartographie (1/2)

Prise en compte des risques pour la cartographie

- Pour évaluer la réelle maîtrise des risques du paiement d'une indemnité, tous les risques afférents à celle-ci doivent être pris en compte
- Chacun de ces risques n'est pas systématique (exemple : pièce justificative inutile pour les indemnités statutaires)

Emploi des résultats et des statistiques prospectives

- Afin d'évaluer les risques potentiels financiers, il convient de reporter sur la cartographie :
 - ✓ soit les **résultats bruts** du contrôle lorsqu'il est **exhaustif**
 - ✓ soit les **résultats extrapolés**, lorsque le contrôle est réalisé sur un **échantillon**, sur la base des résultats obtenus à partir de ce contrôle
 - Exemple : soit 5 000 bénéficiaires de SFT pour un montant de 3M€/an sur un échantillon de 50 dossiers, 5 (soit 10 %) ne sont pas ou sont mal justifiés pour 300 €
⇒ En conséquence, par extrapolation, environ 500 dossiers, soit 300 000 € sont *a priori* payés sans justification. Ce sont les chiffres estimés sur la base de l'échantillon qui seront reportés sur la cartographie des risques



- Le risque est considéré comme **certain**, lorsque les résultats sont issus d'un **contrôle exhaustif**
- Le risque est considéré comme **potentiel**, lorsque les résultats sont **extrapolés**

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : construction de la cartographie (2/2)

- Utilisation de la cartographie des indemnités (restitution INDIA Rému « R09 »)

code	bénéficiaires	montant	%
200100	6756	53 516 013	23,23%
200101	3195	31 683 194	13,75%
200102	2961	17 985 166	7,81%
200103	7204	14 897 782	6,47%
200104	12492	13 938 010	6,05%
200105	3105	10 367 755	4,50%
200106	4346	5 680 435	2,47%
200107	4241	4 915 090	2,13%
200108	1940	4 261 899	1,85%
200109	65	4 055 131	1,76%
200110	2040	3 737 079	1,62%
200111	802	3 391 751	1,47%
200112	2039	3 356 040	1,46%
200113	9922	3 327 067	1,44%
200114	731	3 173 452	1,38%
200115	10298	3 173 445	1,38%
200116	21	2 963 703	1,29%
200117	620	2 687 570	1,17%
200118	219	2 097 714	0,91%
200119	1437	1 900 521	0,83%
200120	484	1 848 527	0,80%
200121	230	1 687 387	0,73%
200122	39	1 428 225	0,62%
200123	373	1 388 983	0,60%
200124	133	1 352 444	0,59%
200125	172	1 329 412	0,58%
200126	7212	1 329 190	0,58%
200127	323	1 300 192	0,56%
200128	289	1 234 143	0,54%
200129	1040	1 160 325	0,50%
200130	138	1 146 477	0,50%
200131	922	1 109 970	0,48%
200132	181	1 067 750	0,46%
200133	205	902 169	0,39%
200134	51	876 725	0,38%
200135	107	858 576	0,37%
200136	675	798 823	0,35%
200137	51	765 827	0,33%
200138	280	758 564	0,33%
200139	178	752 455	0,33%
200140	45	748 124	0,32%
200141	226	733 173	0,32%
200142	74	701 405	0,30%
200143	117	670 088	0,29%
200144	1708	635 570	0,28%
200145	10	510 726	0,22%
200146	209	486 650	0,21%
200147	25	452 337	0,21%
200148	40	475 038	0,21%
200149	1814	467 605	0,20%
200150	1001	454 163	0,20%
200151	817	443 817	0,19%
200152	41	437 567	0,19%
200153	133	427 500	0,19%
200154	217	402 134	0,17%
200155	68	395 600	0,17%
200156	425	357 000	0,15%
200157	59	356 399	0,15%
200158	14	352 029	0,15%
200159	304	324 995	0,14%
200160	143	276 512	0,12%
200161	384	276 508	0,12%
200162	298	264 642	0,11%
200163	217	258 769	0,11%
200164	176	251 106	0,11%
200165	248	240 289	0,10%
200166	245	229 995	0,10%
200167	168	213 448	0,09%
200168	24	201 993	0,09%
200169	66	196 724	0,09%
200170	38	190 189	0,08%
200171	8	185 239	0,08%
200172	34	173 383	0,08%
200173	20	171 807	0,07%
200174	102	164 073	0,07%
200175	138	143 999	0,06%
200176	39	140 079	0,06%
200177	99	125 889	0,05%



code	bénéficiaires	montant	%
200100	6756	53 516 013	23,23%
200101	3195	31 683 194	13,75%
200102	2961	17 985 166	7,81%
200103	7204	14 897 782	6,47%
200104	12492	13 938 010	6,05%
200105	3105	10 367 755	4,50%
200106	4346	5 680 435	2,47%
200107	4241	4 915 090	2,13%
200108	1940	4 261 899	1,85%

6 indemnités
représentent 60 % du
total indemnitaire payé
sur 179 indemnités



200179	6	111 601	0,05%	98,98%
200180	119	110 300	0,05%	99,03%
200181	59	107 048	0,05%	99,08%
200182	43	95 649	0,04%	99,12%
200183	149	95 502	0,04%	99,16%
200184	20	87 217	0,04%	99,20%

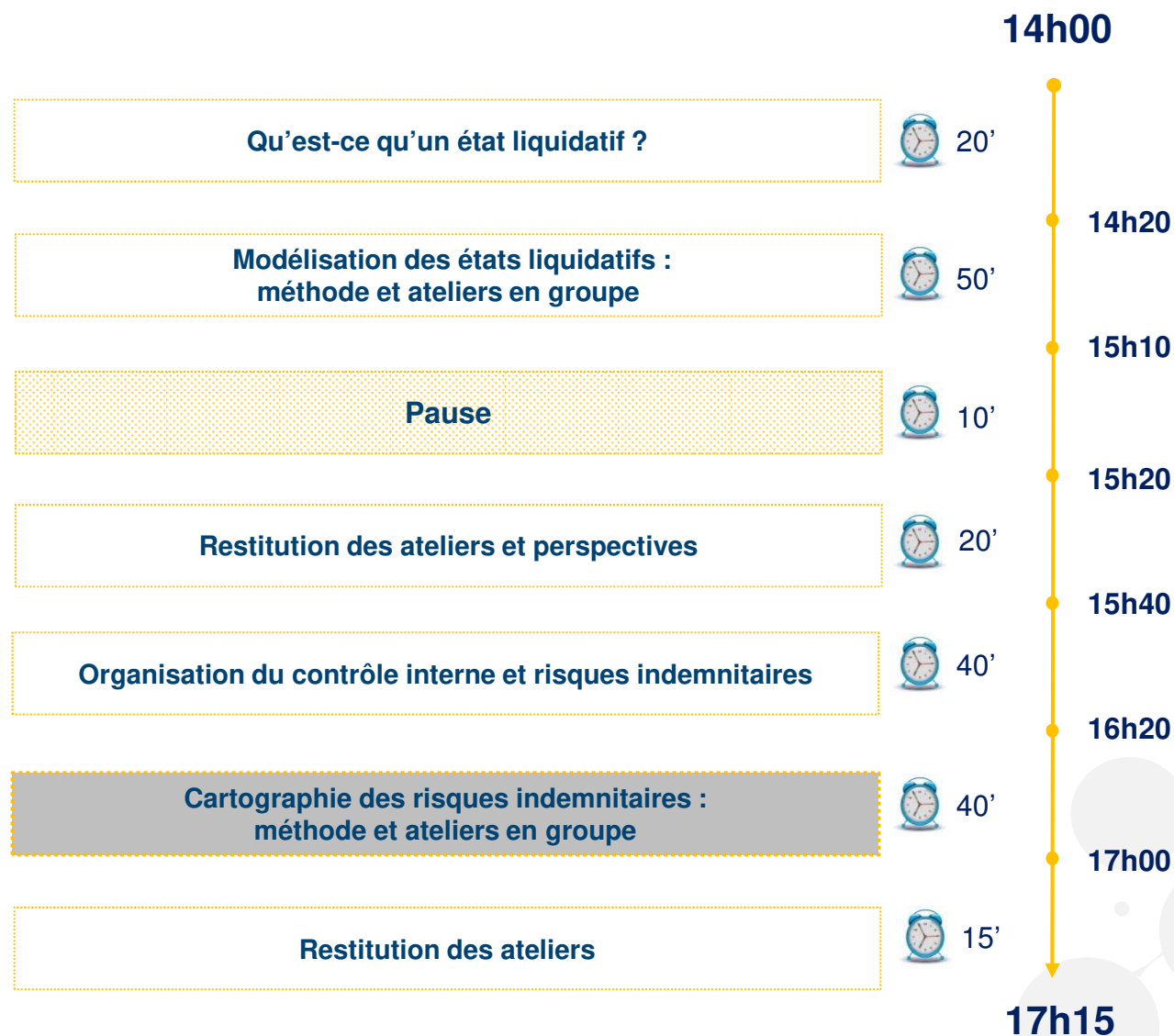
80 indemnités sur 179
représentent 99 % du
total indemnitaire payé



200267	1	178	0,00%	100,00%
200268	1	155	0,00%	100,00%
200269	4	88	0,00%	100,00%
200270	1	49	0,00%	100,00%
200271	1	46	0,00%	100,00%
200272	1	0	0,00%	100,00%
200273	1	0	0,00%	100,00%
200274	1	-971	0,00%	100,00%
200275	1	-1 080	0,00%	100,00%
	100 756	230 342 494	100,00%	

50 % des indemnités
représentent 1 % des
indemnités payées

Ordre du jour



Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : exemple de cartographie d'indemnités (1/6)

• Cartographie de 2 indemnités interministérielles

Sur un même tableau, chaque indemnité est déclinée par risque existant

ANALYSE DES RISQUES INDEMNITAIRES DU MINISTÈRE : INDEMNITES INTERMINISTÉRIELLES																										
INDEMNITES INTER-MINISTÉRIELLES	ENJEUX FINANCIERS ET EN VOLUMETRIE		DEPASSEMENT DU PLAFOND REGLEMENTAIRE					INELIGIBILITE (absence de pièces justificatives)					RISQUES					TOTAL DES RISQUES								
													NON RESPECT DES REGLES DE SUSPENSION OU DE PRORATISATION DE L'INDEMNITE EN CAS DE MALADIE										NON RESPECT DES INCOMPATIBILITES			
	montant payé par an	nombre de bénéficiaires	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant cumulé des versements	% montant potentiel des versements / total payé	criticité	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant irrégulier	% montant irrégulier / total payé	criticité	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indu	% montant indu/ total payé	criticité	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indu	% montant indu/ total payé	criticité				
prise en charge frais de transport domicile-travail	1 750 778,00 €	4 041	219	5,41%	5 252 €	0,30%	5 mineur	381	9,43%	11 555 €	0,66%	10 modéré	-	-	-	-	16	0,40%	1 751 €	0,10%	infime	818	10,34%	18 558 €	1,06%	mineur
supplément familial de traitement versé pour 4 enfants ou plus	1 055 880,00 €	260	-	-	-	-	-	10	3,72 % de dossiers effectivement indus	15 627 €	1,48%	critique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
			-	-	-	-	-	63	24,07 % de dossiers non justifiés	211 598 €	20,04%	critique	-	-	-	-	-	-	-	72	27,70%	227 225 €	21,52%	critique		

DEPASSEMENT DU PLAFOND REGLEMENTAIRE				
agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant cumulé des versements	% montant potentiel des versements / total payé	criticité

NON RESPECT DES REGLES DE SUSPENSION OU DE PRORATISATION DE L'INDEMNITE EN CAS DE MALADIE				
agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indu	% montant indu / total payé	criticité

INELIGIBILITE (absence de pièces justificatives)				
agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant irrégulier	% montant irrégulier/ total payé	criticité

NON RESPECT DES INCOMPATIBILITES				
agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indu	% montant indu/ total payé	criticité

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : exemple de cartographie d'indemnités (2/6)

- **Cartographie de 2 indemnités interministérielles**

Pour chaque indemnité, les résultats des contrôles effectués sur chacun de ses risques sont agrégés pour apprécier leur criticité et par conséquent leur maîtrise

TOTAL DES RISQUES				
agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indu	% montant indu/ total payé	criticité

CRITICITE		
probabilité	impact	total
rare = 1	infime = 1	infime = [1;3]
peu probable = 2	mineur = 2	mineur=[4;8]
possible = 3	modéré = 3	modéré=[9;15]
probable = 4	majeur = 4	majeur=[16;20]
quasi certain = 5	critique = 5	critique=[21;25]

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : exemple de cartographie d'indemnités (3/6)

- **Cartographie de 2 indemnités interministérielles**

- ✓ Chaque indemnité a fait ici l'objet d'un contrôle exhaustif
- ✓ Les résultats correspondant à chaque risque sont reportés sur le tableur

INDEMNITES INTER- MINISTERIELLES	RISQUES											
	ENJEUX FINANCIERS ET EN VOLUMETRIE		DEPASSEMENT DU PLAFOND REGLEMENTAIRE					INELIGIBILITE (absence de pièces justificatives)				
	montant payé par an	nombre de bénéficiaires	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant cumulé des dépassements	% montant potentiel des dépassements / total payé	criticité	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant irrégulier	% montant irrégulier / total payé	criticité
prise en charge frais de transport domicile-travail	1 750 778,00 €	4 041	219	5,41%	5 252 €	0,30%	5 mineur	381	9,43%	11 555 €	0,66%	10 modéré
supplément familial de traitement versé pour 4 enfants ou plus	1 055 880,00 €	260	-	-	-	-	-	10	3,72 % de dossiers effectivement indus	15 627 €	1,48%	critique
			-	-	-	-	-	63	24,07 % de dossiers non justifiés	211 598 €	20,04%	critique

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : exemple de cartographie d'indemnités (4/6)

- **Cartographie de 2 indemnités interministérielles**

- ✓ Les risques cumulés permettent de connaître le degré de maîtrise des risques de l'indemnité
- ✓ Il est nécessaire d'analyser les chiffres, notamment le taux des dossiers en anomalie et le préjudice financier

INDEMNITES INTER- MINISTERIELLES	NON RESPECT DES REGLES DE SUSPENSION OU DE PRORATISATION DE L'INDEMNITE EN CAS DE MALADIE					NON RESPECT DES INCOMPATIBILITES					TOTAL DES RISQUES				
	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indû	% montant indû / total payé	criticité	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indû	% montant indû/ total payé	criticité	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant indû	% montant indû/ total payé	criticité
prise en charge frais de transport domicile-travail	-	-	-	-	-	16	0,40%	1 751 €	0,10%	infime	616	15,24%	18 558 €	1,06%	mineur
supplément familial de traitement versé pour 4 enfants ou plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72	27,79%	227 225 €	21,52%	critique

un taux important d'irrégularités ne correspond pas nécessairement à un risque financier important

l'absence de pièce justificatives peut représenter un risque majeur même si l'indemnité est correctement liquidée notamment par PAY

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : exemple de cartographie d'indemnités (5/6)

- **Cartographie de 2 indemnités interministérielles**

- ✓ Ici, les résultats ont été effectués sur la base d'une requête avec des filtres adéquats.
- ✓ Il convient de vérifier sur un échantillon des 2 162 dossiers susceptibles d'avoir dépassé le plafond réglementaire afin de confirmer ou non l'alerte

INDEMNITES MINISTERIELLES = 60 % total des indemnités propres à M	RISQUES						
	ENJEUX FINANCIERS ET EN VOLUMETRIE (base INDIAREMU)		DEPASSEMENT DU PLAFOND REGLEMENTAIRE				
	montant payé par an	nombre de bénéficiaires	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant du risque (dépassements constatés à vérifier)	% montant du risque (dépassement) / total payé	criticité
indemnité de sujétions spéciales- code 200...	34 293 726 €	24 582	2 162	8,80%	612 786 €	8,80%	majeur
indemnité statutaire	107 102 027 €	46 646	0	0,00%	0 €	0,00%	nul

Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : exemple de cartographie d'indemnités (6/6)

• Cartographie de 2 indemnités interministérielles : extrapolation

L'inéligibilité a été extrapolée sur la base de contrôles effectués sur un échantillon. Les taux d'anomalies sont :

- ✓ Le taux d'agent inéligibles calculé sur l'échantillon a été appliqué au total des agents bénéficiant effectivement de l'indemnité, soit $3,2\% \times 24\,582 = 587$
- ✓ Le taux calculé du montant indu calculé sur l'échantillon a été appliqué au montant total payé réel au titre de l'indemnité à ces agents, soit $4,99\% \times 34\,293\,726 \text{ €} = 1\,711\,257 \text{ €}$

INDEMNITES MINISTERIELLES = 60 % total des indemnités propres à M	RISQUES							
	ENJEUX FINANCIERS ET EN VOLUMETRIE (base INDIAREMU)		INELIGIBILITE					
	montant payé par an	nombre de bénéficiaires	type d'inéligibilité	agents concernés	% agents concernés/ nombre de bénéficiaires	montant du risque	% montant indu/ total payé	criticité
indemnité de sujétions spéciales- code 200...	34 293 726 €	24 582	pas affecté dans le poste éligible	393	3,20%	179 447 €	4,99%	majeur
			pas d'interim effectué	503	2,05%	243 040 €	0,71%	modéré
			toutes inéligibilités	896	5,25%	422 487 €	5,70%	majeur
indemnité statutaire	107 102 027 €	46 646		-	-	-	-	-

Modélisation des états liquidatifs

Répartition des kiosques

Sujet unique

Recueil de l'avis des ministères sur la cartographie des risques indemnitaires



- Utilité de l'outil
- Possibilité d'expérimentation par un ou plusieurs ministères
- Outils de contrôle interne sur le processus « Rémunérations » mis en place dans les ministères



1 x 20'

Animation et synthèse :

H. Goldblatt-Winter / N. Bridenne

Animation et synthèse :

M. Guillaumin / A. Karagic

Groupe A

- Cour des comptes
- MAA
- MEF – DGDDI
- MEN
- MI
- MINARM
- MSO

Groupe B

- Conseil d'Etat
- DGGN
- MC
- MEF – DGFIP
- MEF – SG
- MJ
- MTES

Ordre du jour



Le contrôle interne du processus des rémunérations

Cartographie des risques indemnitaires : échanges avec les ministères



Avis des ministères

- Que pensez-vous de cet outil?
- Pourrait-il vous être utile?
- Souhaitez-vous l'expérimenter et faire un retour d'expérience lors d'un prochain GT?

Outils développés dans les ministères

- Avez-vous mis en place une cartographie des risques indemnitaires au sein de vos ministères ?
- Avez-vous d'autres outils de contrôle interne sur le processus « Rémunérations »?

Avez-vous d'autres remarques?



Conclusion

- Le CISIRH (bureau de la simplification réglementaire et de la modernisation RH) reste à votre disposition pour toute question relative à ce sujet. Vos contacts sont les suivants :
 - ✓ Adresse fonctionnelle : reseau-imrh.cisirh@finances.gouv.fr
 - ✓ cesar.melo-delgado@finances.gouv.fr (chef du bureau)
 - ✓ herve.goldblatt-winter@finances.gouv.fr (adjoint au chef du bureau)
 - ✓ amelie.karagic@finances.gouv.fr (cheffe du pôle appui aux projets et modernisation RH)
 - ✓ nicolas.bridenne@finances.gouv.fr (chargé de mission animation du réseau IMRH)
 - ✓ marie.guillaumin@finances.gouv.fr (chargée de mission animation du réseau IMRH)
 - ✓ pascale.mourges@finances.gouv.fr (chargée de mission animation du réseau IMRH)
 - ✓ jean-louis.pastor@finances.gouv.fr (expert réglementaire)
- La fin de l'année 2017 et le début de l'année 2018 devraient être consacrés :
 1. A la veille réglementaire
 2. Au premier COPIL Réseau

**N'hésitez pas à nous communiquer des sujets
que vous souhaiteriez aborder au niveau interministériel.**

Annexe

Liste des indemnités

• Modèle 1 : Etats collectifs avec montant

- ✓ garantie pouvoir d'achat (personnels contractuels) (1511)
- ✓ garantie pouvoir d'achat (personnels titulaires) (1480)
- ✓ indemnité d'administration et de technicité (0674)
- ✓ indemnité de fonctions allouée aux membres du conseil supérieur de la magistrature (1693)
- ✓ indemnité forfaitaire pour frais de représentation (0710)
- ✓ indemnité forfaitaire travaux supplémentaires (0106)
- ✓ indemnité spécifique allouée aux permanents syndicaux de l'administration pénitentiaire (compensation partielle de la perte de rémunération liée à l'exercice d'une activité syndicale à temps plein) (1660)
- ✓ indemnité spécifique allouée aux permanents syndicaux de l'administration pénitentiaire en fonction ayant la signature du protocole désigné ci-contre (compensation partielle de la perte de rémunération liée à l'exercice d'une activité syndicale à temps plein) (1659)
- ✓ prime de rendement (0114)
- ✓ prime spécifique des magistrats connaissant des infractions liées aux actes de terrorisme en vertu de l'article 706-16 du code de procédure pénale ou chargés du suivi des personnes condamnées pour de telles infractions (1684)

• Modèle 2 : Etats individuels avec montant

- ✓ indemnité allouée aux titulaires de la médaille d'honneur (0097)
- ✓ indemnité compensatrice de congés annuels (0290)
- ✓ indemnité d'accompagnement à la mobilité dans le fonction publique de l'Etat (1657)
- ✓ indemnité de costume (0031)
- ✓ indemnité de fonction des membres du gouvernement (0088)
- ✓ indemnité de performance en faveur des secrétaires généraux et des directeurs d'administration centrale (1323)
- ✓ indemnité éloignement COM (0708)
- ✓ indemnité horaire de nuit spécifique (0176)
- ✓ indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés allouée aux personnels des services extérieurs de l'éducation surveillée (1543)
- ✓ indemnité spécifique de séjour d'activités sportives et de loisirs aux personnels de la protection judiciaire de la jeunesse (1372)
- ✓ indemnité de sujétions spéciales (0108)
- ✓ indexation réunion (si congés bonifiés) (0143)
- ✓ majoration traitement 35% Réunion (si congés bonifiés) (0142)
- ✓ majoration traitement 40% Antilles-Guyane (si congés bonifiés) (0141)
- ✓ prime de restructuration de service (1491)

Annexe

Liste des indemnités

• Modèle 3 : états collectifs avec calcul

- ✓ indemnité de gestion et de responsabilité (0173)
- ✓ indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics (0168)
- ✓ indemnité de risques et de sujétions spéciales allouée à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse (1334)
- ✓ indemnité de risques et de sujétions spéciales des assistants sociaux (0175)
- ✓ indemnité d'hébergement éducatif allouée à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse (1599)
- ✓ indemnité forfaitaire de fonction attribuée aux greffiers en chef et aux greffiers des services judiciaires (1128)
- ✓ indemnité forfaitaire de fonction des inspecteurs de l'IGSJ - part modulable (1158)
- ✓ indemnité forfaitaire du personnel d'insertion et de probation (0480)
- ✓ indemnité forfaitaire mensuelle à certains auditeurs de justice et anciens auditeurs de justice (0444)
- ✓ indemnité horaire de nuit spécifique (0176)
- ✓ indemnité spéciale en faveur des personnels des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse exerçant leurs fonctions dans les maisons d'arrêt (1381)
- ✓ indemnité spécifique de gestion allouée aux personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ayant la qualité de gestionnaires des comptes nominatifs (0678)
- ✓ indemnité pour charges pénitentiaires à certains personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire (0431)
- ✓ prime de service des infirmiers (0296)
- ✓ prime forfaitaire des magistrats inspecteurs de l'IGSJ (1037)

• Modèle 4 : états collectifs/individuels avec calcul

- ✓ basculement en points RAFP des jours CET - catégorie A (1564)
- ✓ basculement en points RAFP des jours CET - catégorie B (1565)
- ✓ basculement en points RAFP des jours CET - catégorie C (1566)
- ✓ indemnité travaux dangereux ou salissant (0111)
- ✓ Indemnités Jours ARTT non pris - catégorie A (1420)
- ✓ Indemnités Jours ARTT non pris - catégorie B (1421)
- ✓ Indemnités Jours ARTT non pris - catégorie C (1422)
- ✓ indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires attribuée aux agents du corps des conducteurs automobiles et chefs de garage (2e part) (1408)

• Modèles spécifiques

- ✓ Modèle 5 : IFSE (1793)
- ✓ Modèle 6 : CIA (1794)
- ✓ Modèle 7 : indemnité compensatoire pour frais de transport pour service en Corse (0707)
- ✓ Modèle 8 : prime de fonction informatique (0286)
- ✓ Modèle 9 : indemnité de licenciement (0018)